

SYRIE

Offensive majeure de l'armée à Alep avant un débat à l'ONU

Les forces gouvernementales syriennes ont lancé mardi une offensive majeure pour prendre en tenaille les quartiers rebelles d'Alep, le jour où l'ONU doit discuter d'un plan visant à geler les combats dans l'ancienne capitale économique du pays.

Plusieurs dizaines de combattants des deux camps, ainsi que des civils, ont été tués dans les combats, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

«Alep est essentiel et cette bataille va continuer de manière intense car elle est très importante», a affirmé une source militaire syrienne à l'AFP.

L'objectif des forces du régime est double, selon le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. Elles cherchent d'un côté à «couper la route reliant Alep et la frontière turque et imposer ainsi un siège total aux quartiers rebelles».

Et, de l'autre, à «ouvrir la route menant à deux villages chiites pro-gouvernementaux Naboul et Zahra, assiégés par les rebelles depuis dix-huit mois». L'armée syrienne a pris les villages de Bashkoy et Rityan, à une dizaine de kilomètres au nord d'Alep. Des combats se déroulent plus au nord à Hardtenine tandis que l'artillerie gouvernementale bom-

barde deux localités rebelles sur la route menant aux deux villages chiites assiégés. Cette offensive a commencé le jour même où le médiateur de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura doit présenter au Conseil de sécurité de l'ONU un rapport sur sa mission visant à stopper la guerre ravageant ce pays depuis quatre ans. Ancien cœur industriel de la Syrie, Alep est coupé en deux depuis juillet 2012: les rebelles se trouvent à l'est et l'armée régulière à l'ouest d'une ligne de démarcation qui balafré la ville du nord au sud. Dans la province d'Alep, c'est l'inverse: les forces du régime sont présentes à l'est tandis que leurs adversaires assoient leur autorité sur le reste de la province. Pour le régime, «le principal objectif est de casser le siège d'Alep» par les rebelles qui contrôlent quasiment toute la province, à l'exception d'une petite portion à l'est de la ville, selon la source militaire syrienne. Interrogée sur l'offensive gouvernementale dans le sud du

pays, à la lisière des positions israéliennes sur le plateau du Golan, cette source a précisé que cette attaque n'était «pas liée» mais que l'opération militaire à Alep prouvait «la capacité de l'armée syrienne à ouvrir plusieurs fronts en même temps». A Alep, des combats ont lieu dans différentes parties de la ville notamment dans le Vieil Alep au centre, à Rachidine à l'est et à Zahra à l'ouest, selon l'OSDH.

L'ONG a précisé que 35 rebelles avaient été tués dans la province et dans la ville ainsi que six civils dans les quartiers rebelles. 20 soldats et supplétifs ont par ailleurs trouvé la mort dans les combats tandis que huit civils ont perdu la vie lors de la chute d'obus rebelles sur Mocambo et Azizia, des quartiers de l'ouest de la ville, sous contrôle du régime. M. de Mistura avait proposé le 30 octobre de commencer par instaurer des zones de cessez-le-feu pour permettre la distribution de l'aide humanitaire à Alep. Il a suscité la colère de l'opposition et des rebelles en affirmant vendredi que le président Bachar Al-Assad faisait «partie de la solution» en Syrie. Pour Noah Bonsey, analyste d'International Crisis Group, «c'est une escalade du régime

pour renforcer sa position concernant la proposition de gel des combats» à Alep. "Si le régime est capable de s'emparer de ces villes et de s'y maintenir et s'il est capable de briser les siège de Naboul et Zahra, il s'agira d'un développement significatif. Mais cela fait beaucoup de «si». La reprise des combats à Alep «n'a rien à voir avec les discussions à l'ONU», a pour sa part estimé Fabrice Balanche, un géographe spécialiste de la Syrie. «La stratégie militaire de Bachar Al-Assad est complètement indépendante : il entend

vaincre par la force et non par des négociations internationales.»

«Le moment est bien choisi dans le Nord, car avec l'offensive kurde sur les territoires tenus par l'Etat islamique, Assad sait que l'Ei n'a pas les moyens d'attaquer ses positions à Alep», explique-t-il.

«En outre, le mois de février est propice aux attaques de l'armée régulière car l'hiver lui est davantage favorable qu'aux rebelles qui souffrent du froid et de l'humidité», souligne M. Balanche.

BRUXELLES, OTAN ET UE POUSSENT VERS UN MANDAT ALGÉRO-ÉGYPTIEN EN EX-LIBYE

Les tambours de la guerre

Le piège du mandat de l'Algérie et de l'Egypte en ex-Libye. Celui du non-mandat aussi. La capitale européenne et de l'Otan ne voit guère qu'Alger et le Caire pour rétablir l'ordre en ex-pays de Gueddafi.

Aziouz Mokhtar, de Bruxelles

A Bruxelles — l'essentiel des structures de l'Otan, des institutions européennes — on évoque avec insistance le concept de mandat concernant la situation en Libye... Think-tanks, officiers de l'Alliance, généraux en poste ou à la retraite, instituts d'études et spécialistes en géostratégie et diplomates convergent, pour la plupart, sur une certitude. En Libye, seule une intervention militaire appuyée par l'ONU et dirigée par deux pays, l'Egypte et l'Algérie, peut mettre fin au chaos qui y règne. Certains donnent le commandement de l'opération à Alger, d'autres au Caire. Les plus fûtés, comme le général italien Carlo Juan, estiment que les deux pays sont à même de régler le leadership entre eux. En coordination. Le ministre algérien des Affaires étrangères sait, sans doute, cela, et est instruit des intentions occidentales.

Lamamra ne cesse d'affirmer, de réaffirmer et d'initier la solution politique inclusive, la primauté de la négociation interlibyenne sur l'engagement militaire international sous quelque coalition que ce soit. Le relex algérien a raison. L'Egypte n'est pas au plan doctrinal éloignée de la position algérienne. En politique et en diplomatie, il ne suffit pas d'avoir raison. Il faut avoir les moyens d'avoir raison. En cette occurrence, le dialogue interlibyen porté par Alger et soutenu par le Caire, a-t-il des chances d'aboutir si les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni ne le soutiennent pas ou même le sabordent comme certaines grandes capitales le font ? Pas sûr. Pourtant, la guerre livrée par l'étranger, c'est de cela qu'il s'agit, même si médiatiquement on utilise le terme d'intervention comme si cela changeait la donne, n'a jamais apporté les solutions.

Bien au contraire ! Que du contraire ! Rien que du contraire ! Les guerres des Bush en Irak, celle de Reegan en Afghanistan, d'Obama, de Erdogan, des Arabes de la Ligue, moins l'Algérie et depuis Sissi et Gaïd Essebsi en Egypte et en Tunisie, celles de Syrie, celle de Sarkozy en Libye ont-elles apporté quelque chose de positif ? C'est le chaos partout. Seules les ruines aux ruines répondent à Baghdad, à El-Basra, Alep, Damas, Kobané, Benghazi, Tripoli, Tobrouk et les millions de morts, de réfugiés, d'hommes, d'enfants et de femmes chassés de leurs maisons et de leur terre natale ou d'adoption, témoignent du bienfait d'expéditions punitives de l'Occident-Otan... Le Moyen et le Proche-Orient sont devenus des zones de non-droit et l'Afrique du Nord une poudrière, une foire aux armes les plus modernes et les plus sophistiquées. Après l'assassinat de Gueddafi par l'Alliance atlantique et Sarkozy, les groupes terroristes de tous les sigles se sont servis en armes et en munitions gratuitement. Blindés, tanks de combat, fusils mitrailleurs, véhicules tout-terrain, avions de combat encore en capacité ont été abandonnés aux tueurs djihadistes.

Était-ce sciemment ? Rien est à exclure d'autant que le même phénomène s'était auparavant produit en Afghanistan et en Irak.

En Libye, les sons des tambours de la guerre sont tirés et Bruxelles en bat la mesure. L'intervention punitive de l'Egypte d'avant-hier contre Daesh est, sans doute, l'opération commando qui annonce les futures batailles.

L'Algérie a raison de privilégier le dialogue. Mais la paix sert aussi à préparer la guerre. Et vice-versa. Des jours sombres se profilent dans la région, l'Algérie ne doit pas être le dindon de la farce. Ou de la force. En ex-Libye, parler de Libye, actuellement, serait un non-sens, il n'y a plus de bonnes solutions. Les experts de tous bords qui préparent les esprits à l'idée de mandat le savent... Sans doute par l'Algérie, faudra-t-il, faire évaluer sa doctrine, juste, certes, mais qui risque d'être paralysante, de non-intervention en pays étranger. Avec presque 1000 km de frontière avec l'ex-pays de Gueddafi, si l'Otan, les Etats-Unis et l'Union européenne décidaient d'une guerre, l'Algérie serait de toutes les façons impliquée. Peut-être qu'il ne faut pas rejeter d'un revers de manche l'idée d'une opération conjointe entre le Caire et Alger. Un mandat.

A. M.